

Résumé destiné aux décideurs – Etude : Numérique responsable : un levier stratégique de souveraineté numérique en France et en Europe

La **souveraineté numérique** est une réalité **systemique** qui mêle des enjeux technologiques, industriels, juridiques, énergétiques et géopolitiques. En Europe, de multiples signaux d'alarme ont été émis au cours des dernières années : la **dépendance aux acteurs extra-européens est devenue structurelle**. Face à cette situation, L'Europe mise sur des stratégies de **substitution technologique** ambitieuses mais également incertaines et longues à déployer.

Cette étude tend à démontrer le **lien étroit entre numérique responsable et souveraineté numérique**. Elle analyse comment celui-ci vient s'imposer comme un levier stratégique et immédiat pour la souveraineté de la France et de l'Europe.

Les constats : une dépendance multidimensionnelle

La dépendance se cache à tous les niveaux. Elle touche les trois tiers du numérique : l'environnement utilisateur, les réseaux et les centres de données, à chaque étape du cycle de vie.

La dépendance est associée aux :

- **Centres de données** : en 2025, *52,7% des entreprises européennes utilisaient des services cloud payants en 2025* et **83% du marché européen des logiciels et services cloud** est aujourd'hui capté par des acteurs américains.
- **Logiciels** : la complexité des systèmes d'information et l'empilement des couches logicielles, services tiers et outils open source ont rendu illisible notre niveau de dépendance et complexifient la réversibilité.
- **Infrastructures réseau** : les câbles sous-marins, les points d'atterrissage (landing points), les points d'échange Internet (IXP) et les géants du CDN/DNS sont contrôlés en grande partie par les GAFAMs.

Elle est également une dépendance :

- **Matérielle** : l'Europe ne représente qu'environ **10% de la production mondiale** de semi-conducteurs, principalement sur des technologies intermédiaires ou matures.
- **Aux matières premières** : d'après le rapport 2023 de la Commission européenne sur les matières premières critiques, l'UE dépend quasi intégralement des importations pour la plupart de ces ressources stratégiques.
- **Energétique et hydrique** : à travers notre consommation de cloud étranger

Enfin, l'**intelligence artificielle**, notamment dans sa forme actuelle d'**IA générative**, accentue encore les dynamiques précédentes. Elle nécessite des infrastructures très puissantes détenues par une poignée d'acteurs, pour la plupart extra-européens.

Les solutions : réduire avant de remplacer

La souveraineté numérique ne se construit pas seulement en créant des alternatives européennes, mais aussi en réduisant la dépendance aux services et ressources non maîtrisés.

Cela passe par :

- La réduction des volumes de données et de services consommés pour réduire les dépendances
- Allonger la durée de vie des équipements pour réduire les besoins en métaux critiques
- Simplifier les architectures et écoconcevoir les services numériques
- Opter pour la **Slow Tech** : choisir une solution High Tech que lorsqu'une solution plus sobre (voire non numérique) ne peut répondre au besoin
- Adopter la **Low Tech** et promouvoir des technologies **simples, robustes, réparables, compréhensibles et adaptées au besoin réel**.
- Mettre en place la **Désescalade technologique** : diminuer d'abord la dépendance, pour rendre une éventuelle substitution plus facile ensuite.
- Choisir une **IA frugale et maîtrisée** : **réserver l'IA aux cas d'usage à forte valeur ajoutée**, là où aucune autre solution plus simple répond au besoin.

Nos recommandations pour une souveraineté numérique lucide

Pour les institutions (État, collectivités, régulateurs) :

- Fixer un cap de "**dépendance acceptable**" et le mesurer
- Allonger la durée de vie du parc IT public
- Créer une filière d'excellence en écoconception, slow tech et low tech qui sera la source des alternatives technologiques dont nous aurons besoin
- Orienter les financements publics vers les IA frugales et maîtrisées
- Encourager la désescalade technologique dans les administrations
- Maintenir les versions non-numériques des services essentiels
- Soutenir des projets de câbles alternatifs

Pour les organisations et entreprises :

- Mesurer et réduire la part du numérique "non souverain" dans l'activité
- Allonger la durée de vie des équipements professionnels
- Privilégier les solutions souveraines et éco-conçues
- Former et sensibiliser à la "veille lucide"
- Organiser la désescalade technologique.

Dès aujourd'hui, institutions, entreprises et citoyens peuvent s'engager sur cette voie en appliquant les principes et recommandations évoqués. Il en va non seulement de notre **indépendance technologique**, mais aussi de notre capacité à définir le numérique que nous voulons : **un numérique au service du bien commun, aligné sur nos valeurs et nos intérêts, plutôt qu'un numérique subi.**